

L'innovation et la responsabilité individuelle plutôt qu'une politique d'interdiction obstinée

L'économie est déjà verte. Pratiquement aucun pays au monde ne peut se targuer de meilleurs résultats que la Suisse en matière de protection du climat. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. La loi sur le gaspillage de l'électricité détruirait d'une part la force d'innovation de l'économie et empêcherait les entreprises à forte consommation d'énergie de produire en Suisse en raison d'une hausse massive des prix de l'énergie. Par conséquent, des milliers d'emplois seraient perdus.

par Diana Gutjahr, Conseillère nationale et entrepreneuse, Amriswil (TG)

Alors que l'indice global de production a été multiplié par 5 dans notre pays par rapport à 1990, les émissions de CO₂ ont diminué de 10% dans le même temps. Nous émettons également beaucoup moins de CO₂ par habitant que nos voisins, à savoir 6.1 tonnes par an. La moyenne de l'UE est de 8.2 tonnes par an. C'est également le cas des autres valeurs : 10.1 tonnes pour l'Allemagne, 9.3 pour l'Autriche et 6.8 pour la France (OFS : Statistique de poche sur l'environnement et indicateurs environnementaux, énergétiques et climatiques 2022).

Pourquoi obtenons-nous de si bons résultats en valeur absolue par rapport à notre valeur ajoutée et en valeur relative par rapport aux autres pays ? Parce que notre politique mise sur des incitations intelligentes, l'innovation et la responsabilité individuelle. L'économie en a fait la preuve avec son Agence de l'énergie. Les PME, notamment, participent aux différents programmes et associent protection du climat et rentabilité. Chaque entreprise le fait à sa manière et avec des mesures sur mesure. Dans notre entreprise, par exemple, les nouveaux investissements dans le parc de machines et de véhicules sont toujours des investissements dans de nouvelles technologies efficaces, qui consomment moins d'électricité.

Les autres instruments de l'économie montrent aussi clairement le succès de la voie libérale suisse. Grâce à la Fondation Centime Climatique et à la Fondation pour la protection du climat et la compensation des émissions de CO₂ (KliK), la Suisse a rempli ses objectifs de réduction climatique par rapport au protocole de Kyoto. La Fondation KliK est d'ores et déjà prête à remplir les prochains objectifs de protection climatique de la Suisse, à savoir ceux de 2030 conformément à l'accord de Paris. Et la Fondation Centime Climatique investit dans des technologies de captage et de stockage du CO₂.

On le voit clairement et sans équivoque. **Ce sont toutes des mesures volontaires de l'économie, qui garantissent de véritables résultats en matière de protection du climat.** Ce sont des efforts qui ont besoin d'espace pour se développer et être innovants.

C'est précisément à cette liberté que s'attaque directement la loi sur le gaspillage de l'électricité, car l'État veut désormais prescrire ce qu'est l'innovation, il veut désormais dicter aux entreprises ce qu'elles doivent faire et comment elles doivent réduire leurs émissions. En clair, cela signifie que les mesures prises avec succès par l'économie, parce que volontaires, sont démantelées.

En plus de l'augmentation des coûts de l'énergie, des coûts supplémentaires obligatoires seront imposés aux entreprises. Les technologies seront interdites. Et comme cette loi inspirée par les milieux écologistes n'a pas de solution à la pénurie d'électricité, **on assistera à un démantèlement de la production industrielle, à une perte de valeur ajoutée et à des pertes d'emplois.** La désindustrialisation se fait déjà sentir.

Je répète ce point. **Nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation de pénurie d'électricité.** Les experts estiment que **la pénurie sera encore plus forte l'hiver prochain** et qu'elle s'aggravera continuellement. Cette année, les prix de l'électricité ont augmenté de 27% pour le ménage moyen pour l'approvisionnement de base (Elcom, communiqué de presse du 06.09.2022) ! Avec **la loi sur le gaspillage de l'électricité**, la pénurie d'électricité sera encore plus conséquente, ce qui impliquera aussi des prix encore plus élevés pour les clients, les locataires et les propriétaires.

Je peux vous expliquer ce que signifie la hausse des coûts de l'électricité pour les entreprises en prenant l'exemple de notre société, Ernst Fischer AG. En tant qu'entreprise de construction métallique et d'acier, nous faisons partie des entreprises à forte consommation d'énergie. Cela signifie que

- Nous ressentons déjà aujourd'hui la hausse massive des prix de l'électricité :
 - A Romanshorn : nous avons payé 17.94 centimes par kilowattheure en 2022. En **2023, les coûts sont passés à 20.26 centimes.** Nos coûts de production sont plus élevés d'environ **13 %**.
 - A Amriswil : le kilowattheure d'électricité coûtait encore 22.09 centimes en 2022. En **2023, le prix a littéralement explosé, à 36.49 centimes**, soit une augmentation de **65.19 %** des coûts de production.

- **Frais de chauffage** : nous payons plus au 1er trimestre 2023 que pendant toute l'année 2022, **l'augmentation des prix est d'environ 70%.**
- Des prix de l'énergie plus élevés signifient des prix d'achat plus élevés et des prix de vente en hausse - la spirale des prix tourne à la hausse – et **ce sont les consommateurs qui en font les frais.**
- **La loi sur le gaspillage de l'électricité va continuer à réduire fortement l'offre**, ce qui entraînera une **nouvelle hausse des prix de l'énergie.**
 - on assistera à une désindustrialisation ; les entreprises à forte consommation d'énergie délocaliseront, les emplois sont perdus ;
 - nous devons la hausse des prix à la politique de gauche ;
 - la Stratégie énergétique est manifestement un échec ; car nous manquons d'énergie / d'électricité.

Je tire donc le bilan suivant : **la loi sur le gaspillage de l'électricité réduira à néant les succès de l'économie en matière de protection du climat** ; elle imposera de nouveaux coûts à l'économie et entraînera **une augmentation des prix de l'énergie, des coûts qui seront répercutés sur les clients.** Ainsi, non seulement les coûts de l'énergie augmenteront pour tous, mais tout le reste,

concrètement les aliments, les produits de consommation courante et les services deviennent plus chers.

En tant qu'entrepreneuse, je le dis clairement : Pour préserver notre prospérité et notre compétitivité, il faut une électricité à prix abordable, davantage de marché, un approvisionnement énergétique fiable, de la recherche dans le domaine de l'énergie, un taux d'auto-alimentation élevé, un large mix de production d'électricité et moins de "subventionnisme".

C'est pourquoi, le 18 juin, je dis personnellement et avec conviction NON à cette loi insensée.